

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



HAUGUEL (Distillerie)

2 RUE BORIS VIAN
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95-2023-0163
Code AIOT : 0006506104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement HAUGUEL (Distillerie) implanté 2 RUE BORIS VIAN 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une plainte d'un riverain, une inspection inopinée de la société Hauguel a été réalisée de manière réactive. Des odeurs de solvant ont été senties dans les toilettes de la société riveraine ayant déposé la plainte, notamment dans le regard contenant les compteurs d'eau potable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAUGUEL (Distillerie)
- 2 RUE BORIS VIAN 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Hauguel, filiale du groupe Brabant Global Solvants exerce entre autres, depuis 1979, des activités de dénaturation d'alcools, de traitement par distillation de déchets et de conditionnements de produits inflammables conditionnés. Au titre des matières, des quantités traitées et stockées, elle est soumise à autorisation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- survenue d'un accident ou incident
- rejet d'effluents : traitement des eaux avant rejet

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Stockage	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rétention	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	ACCIDENT OU INCIDENT	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 4	/	Sans objet
2	protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 1.2	/	Sans objet
3	Protection des réseaux internes	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté d'accident ou de déversement de produit par la société Hauguel. Cependant, l'inspection a permis de constater des éléments qui interrogent sur la maîtrise des rejets et l'étanchéité des différents dispositifs de traitement des eaux industrielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ACCIDENT OU INCIDENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, ACCIDENT
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou , sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à la plainte d'une société voisine de la société HAUGUEL, l'inspection s'est rendue sur site où l'exploitant a autorisé l'accès à ses installations. L'exploitant joint par téléphone a déclaré ne pas avoir subi d'incident, d'accident ou de presque accident au sein de ses installations qui n'aurait pas fait l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées. Sur place, l'inspection a réalisé un contrôle visuel de la zone où se trouve le point de rejet, rien ne permet de conclure à la survenue d'un accident au sein de l'installation. Au jour du contrôle, l'odeur dégagée par les installations n'avait rien d'inhabituelle. Rien au sol ne témoignait d'un écoulement ou d'un renversement. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en toute circonstance, en cas d'accident, d'incident ou de presque accident, l'inspection doit en être informée au plus tôt, et en tout état de cause dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Lors de la réalisation des constats au sein de la société du plaignant, une forte odeur de solvant était perceptible dans le regard où se trouvent les compteurs d'eau. Par la suite, l'inspection a réalisé une inspection par sondage des installations de l'exploitant (HAUGUEL). L'inspection s'est concentrée sur le point de rejet ainsi que sur les dispositifs de traitement de l'eau. L'un des employés a accompagné l'inspection et a répondu aux questions. Il a en outre présenté les différentes étapes avant un rejet vers la canalisation. Pour l'heure, rien ne permet d'établir un lien entre cette odeur chez le plaignant et les installations de l'exploitant. Demande complémentaire : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de tenir régulièrement à jour les schémas et les plans des réseaux de son installation. L'exploitant transmettra à l'inspection le dernier plan des réseaux de l'installation et de clarifier son mode de gestion des eaux sur site ainsi que l'origine des canalisations alimentant la cuve noire. L'inspection a constaté la présence d'un regard contenant du liquide. Un tuyau, en position ouverte provenant de la partie haute du décanteur s'y déversait. À la demande de l'inspection, l'exploitant a vidé le regard afin que l'inspection puisse constater qu'il n'y avait aucun exutoir à cet emplacement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des réseaux internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux
Prescription contrôlée : Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les effluents aqueux ne doivent pas par mélange dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur. La dilution des effluent est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions, autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celle nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluent dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : Lors de l'inspection, l'employé présent a expliqué que la cuve noire centralise les eaux de ruissellement, par pompage et les eaux issues du process. L'inspection a pu observer la pompe qui était au pied de la cuve. L'inspection constate que des eaux de ruissellement, faiblement polluées, sont pompées et envoyées vers la cuve noire, qui récupère également des eaux du reste de l'installation.

Au pied de la cuve noire, sur la canalisation permettant de pomper ou brasser le contenu de cette cuve, l'inspection a constaté la présence d'un piquage (cf. Annexe I). L'employé a expliqué que celui-ci servait à palier à une défaillance de la pompe.

L'inspection constate que ce piquage, en l'état, ne pourrait être utilisé pour palier à une défaillance de la pompe. L'inspection constate par ailleurs que ce piquage pourrait être utilisé pour remplir ou vider la cuve noire ou encore y ajouter des fluides.

L'inspection a pu inspecter le bâtiment connexe contenant l'agitateur et le décanteur. Dans cette zone, juste de l'autre côté de la porte, l'inspection a constaté la présence d'un tuyau dont la tête disposait d'un raccord symétrique correspondant au raccord présent sur le piquage réalisé à proximité de la pompe de la cuve noire. L'inspection a demandé à quoi correspond ce tuyau. L'employé a indiqué que ce tuyau était raccordé au réseau d'eau potable. L'inspection a demandé à quoi servait ce jet d'eau, à proximité des installations de traitements avant rejet dans le réseau : l'employé a expliqué qu'il servait à nettoyer l'installation et qu'il n'avait pas été utilisé récemment. C'est lors de cette étape, que l'inspection a constaté la présence d'un regard, contenant du liquide, et dans lequel un tuyau venant du décanteur plongeait. Le robinet de ce tuyau était en position ouverte. L'employé a expliqué qu'il aurait dû être fermé, mais que ce regard n'accédait à aucun réseau et qu'il était étanche.

L'exploitant a expliqué par téléphone que ce regard avait vocation à être bouché lors de la construction du mur coupe feu, et qu'il le serait rapidement. Ce point a été traité lors d'une inspection du site le 28 février 2023.

Demandes complémentaires :

- L'exploitant transmettra une notice démontrant la conformité de son installation et des dispositifs à même d'assurer la sécurité des réseaux. À défaut il présentera l'éventuelle solution de remplacement de son dispositif de traitement des eaux polluées.
- L'exploitant transmettra dans un délai de 30 jours les mesures techniques à même d'attester de l'efficacité des systèmes assurant la sécurité des réseaux.
- L'inspection demande à l'exploitant de clarifier dans un délai de 30 jours l'usage de la cuve noire, son mode de remplissage, notamment en période de sécheresse.
- L'inspection rappelle que la dilution des effluents est interdite, et à ce titre, demande à l'exploitant d'expliquer les raisons pour lesquelles ce piquage est présent sur la canalisation de la cuve noire. En outre, l'exploitant précisera l'usage de l'entonnoir ouvert connecté à la canalisation d'évacuation des effluents vers le réseau des eaux usées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des ouvrages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilités.</p> <p>Les disposition nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobie notamment).</p> <p>Constats : L'inspection a constaté que le décanteur fonctionnait sans aucun couvercle. Un caniveau juste en dessous réceptionnait sans que l'on puisse attester de son étanchéité, des liquides provenant du décanteur. Ce caniveau ne comportait aucun couvercle.</p> <p>Un contenant fusible posé dans la rétention juste à coté ne comportait pas de couvercle. L'inspection a constaté qu'il n'était pas utilisé lors de l'inspection.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un entonnoir en fin de traitement des eaux, juste avant l'accès au réseau d'eaux usées. Cet entonnoir était ouvert à l'air libre, et n'était couvert que par une grille.</p> <p>Non-conformité 1 : contrairement à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008, l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents en faisant en sorte que ses ouvrages de traitement d'effluents aqueux fonctionnent en condition anaérobie. L'exploitant mettra en place les dispositifs techniques et organisationnels permettant que l'ensemble de la station de traitement des effluents fonctionne de manière anaérobie en s'assurant de la bonne gestion des atmosphères potentiellement explosives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts contenant les déchets liquides à traiter ainsi que l'ensemble des cuves de stockage doivent être maintenus fermés en exploitation normale.</p> <p>Les réservoirs de stockage des culots de régénération ainsi que des déchets issus des opérations de traitement doivent être maintenus fermés.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée munie de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Les rétentions associés aux cuves de stockage doivent être maintenues propre et vides.</p> <p>Les rétentions et regard prévus pour la collecte des égouttures lors des opérations de chargements et de déchargement doivent être maintenus fermés et nettoyés régulièrement.</p> <p>Constats : L'inspection constate que des contenants fusibles sont stockés le long du mur coupe feu du Bâtiment 1. Ces contenants, pour certains, contenaient des substances et permettent de constater leur niveau de remplissage.</p> <p>L'inspection constate par ailleurs que la rétention de la zone de dépotage 26, collectant les égoutures, contenait une importante quantité de déchets. Les traces visibles à proximité de la pompe témoignent d'une dégradation superficielle du béton et de corrosion sur la structure de la pompe.</p> <p>Aucune rétention n'était visible sous ces contenants le jour de l'inspection.</p> <p>Non-conformité 2 : contrairement à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2008, l'exploitant n'a pas maintenu fermées les cuves de fluides en exploitation. L'exploitant devra mettre en place les mesures techniques et organisationnelles à même de garantir la non dispersion des vapeurs de solvants.</p> <p>Non-conformité 3 : contrairement à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2008, l'exploitant n'a pas nettoyé régulièrement les rétentions prévues pour la collecte des égouttures. L'inspection reste dans l'attente des mesures organisationnelles mises en place afin d'éviter ces accumulations de déchets dans la rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivante : 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés,
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un grand nombre de GRV contenant des fluides disposés contre le mur coupe feu du Bâtiment 1. Aucune rétention n'était présente.- la présence d'un grand nombre de GRV en limite de propriété contre la clôture béton qui ne présente aucune garantie REI 120. Certains de ces fûts contenaient des fluides. Ils étaient disposés en partie sur une zone non imperméabilisée.- la présence de 5 GRV, manifestement pleins pour 4 d'entre eux au pied de la rampe d'accès pompier au bâtiment 12.- la présence de 9 GRV contenant des fluides sur la zone de dépotage 25, Aucune rétention n'était présente sous l'ensemble de ces réservoirs. <p>L'inspection constate la dissémination des stockages sur l'ensemble de l'installation, non prévues à cet effet et non sécurisées. Aucun dispositif de défense incendie (rideaux d'eau, lance à incendie) n'était présent. A ce titre, ces stockages sont susceptibles d'interférer, voire d'empêcher l'intervention du SDIS en cas d'incendie.</p> <p>Non-conformité 4 : Contrairement à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2008 l'exploitant n'a pas mis en place les rétentions imposées sous ses réservoirs aériens. L'exploitant devra mettre en place les mesures techniques et organisationnelle à même de garantir le respect du plan de stockage transmis par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE I : photos prise lors de l'inspection



Illustration 1: Cuve noire qui récupère les eaux de ruissellement et les eaux du process. Source IIC.



Illustration 2: Pompe servant au brassage du contenu de la cuve. Un piquage est visible. Source IIC.



Illustration 4: Tuyau d'eau présent de l'autre côté de la porte, à l'intérieur du bâtiment. Source IIC



Illustration 3: Zone servant au pompage des eaux de ruissellement vers la cuve noire. Source IIC.



Illustration 5: Vu du contenu du dessus du décanteur . Source IIC.



Illustration 7: Regard vu de l'intérieur. Source IIC

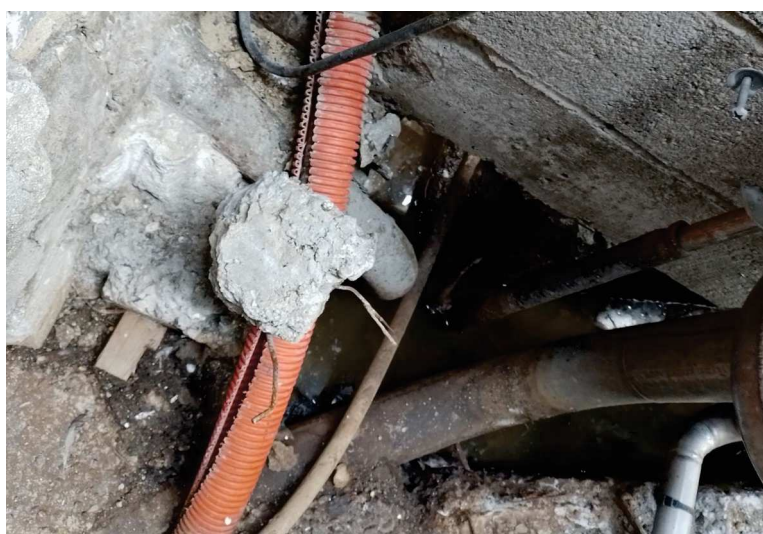


Illustration 9: Regard vu de l'exterieur, sous l'entonnoir. Source IIC



Illustration 6: Tuyau raccordé au décanteur retiré du regard. Source IIC



Illustration 8: Vu de l'entonnoir présent juste avant l'exutoir. Source IIC



Illustration 10: GRV disposés sur l'aire de dépotage 25. Source IIC.



Illustration 11: GRV stockés à coté de la rampe d'accès pompier. Source IIC.



Illustration 12: Stockage de GRV et de big bag en limite de propriété. Source IIC.



Illustration 13: Pompe et rétention de la zone de dépôtage 26. Source IIC.



Illustration 14: exemple de GRV ouverts et contenant des fluides au niveau de la zone de dépôtage 26. Source IIC.



Illustration 15: Entonnoir présent en fin de circuit, juste avant l'accès vers le réseaux des eaux usées. Source IIC.



Illustration 16: Canalisation raccordée au réseau d'eaux usées. Source IIC